



## **Assemblée communale no 1 de la commune de Bas-Intyamont**

**du 15 juin 2021 de 20.00 h. à 20.35 h.  
à la salle CO2 – La Tour de Trême**

---

<b>Présidence :</b>	Monsieur Olivier Pharisa, Syndic
<b>Convocations :</b>	Feuille officielle du canton de Fribourg Du 4 juin 2021 Affichage aux piliers publics Chroniques de Bas-Intyamont no 117 Convocation à tous les ménages
<b>Electeurs inscrits :</b>	<b>1113</b>
<b>Citoyens présents :</b>	<b>34 citoyennes et citoyens actifs</b>
<b>Excusés :</b>	Mme Ariane Favre et M. Américo Delgado
<b>Scrutateurs :</b>	MM. Marcel Blanc et Nicolas Borcard
<b>Preneur du PV:</b>	Mme Erika Dupont Secrétaire communale

---

**M. le Syndic** ouvre cette 1ère assemblée de législature ; il précise que Mmes Erika Dupont Secrétaire communale, Carole Pasquier Administratrices de finances, Sandrine Savary et Léane Barras collaboratrices à l'administration n'ont pas le droit de vote dans la commune. Il informe également que MM. Mehmet Hikmel et Charles Biemann du bureau RBCH, ainsi que M. Christophe Dutoit journaliste à la Gruyère, ne voteront pas non plus.

Il indique que l'assemblée est enregistrée, ceci pour faciliter la rédaction du procès-verbal. L'enregistrement sera détruit une fois le procès-verbal approuvé.





### **3. Commission d'urbanisme**

En début de chaque période législative, l'Assemblée doit élire les membres des commissions prévues par la loi (art. 10, let o).

**M. le Syndic** cite l'article 36 LATEC:

**Art. 36** *Conseil communal et commission d'aménagement*

*1 Le conseil communal est l'autorité responsable de l'aménagement local.*

*2 Le conseil communal constitue une commission d'aménagement permanente qui l'appuie dans l'élaboration du plan d'aménagement local et l'application de celui-ci. La commission est composée d'au moins cinq membres, dont la majorité est désignée par l'assemblée communale ou par le conseil général.*

Tenant compte de cette disposition légale et pour la respecter, M. Charles Rime retire sa candidature.

Avant de passer au vote, **M. André Piccand** aborde M. le Syndic sur des questions de politique d'urbanisme.

Il a constaté que depuis 2018, la politique de la commune vise à augmenter le nombre d'habitants. Il cite en exemple le quartier du Plain à Enney. Il soulève également le règlement du camping qui favorise l'établissement de résidents à l'année. Il se réfère au PAL et aux modifications mises à l'enquête et, pour ce camping à Enney, qui permet de prévoir des bâtiments de 2 étages.

Au plan directeur, il y a même 5'000 m<sup>2</sup> prévus pour l'extension.

Est-ce que la commune pense continuer à augmenter le nombre des habitants ?

**M. le Syndic** explique que la politique communale ne va pas dans le sens d'augmenter la population. Le Conseil communal a composé avec des PAL existants ; aujourd'hui, la commune va vers une stabilisation du nombre de ses habitants. Elle ne dispose plus de nouvelles zones au PAL.

Il rajoute qu'environ 100'000 m<sup>2</sup> ont été sortis de la zone constructible au nouveau PAL. Par contre, la commune ne peut pas déclasser les terrains qui ont été équipés et elle ne peut pas interdire les propriétaires privés de valoriser leurs biens.

**M André Piccand** ne parle pas de l'autorisation de construire ; la commune a participé financièrement à la réalisation des infrastructures du quartier du Plain et a soutenu la volonté de promouvoir cette nouvelle zone résidentielle.

**M. le Syndic** répond que la réalisation de la route de liaison visait également à décharger le centre du village de la circulation. Si des promoteurs ouvrent de nouveaux quartiers, il leur incombe de financer les infrastructures. La commune n'a pas de projet de construction de nouvelles routes.

Pour le camping, **M. le Syndic** précise qu'il n'y a plus de possibilité d'extension à futur. La surface prévue anciennement est maintenant totalement dévolue à l'agriculture.

Pour la zone actuelle du camping, si un projet de développement devait être envisagé, un PAD est obligatoire avant de réaliser les infrastructures.

S'agissant de terrains pour une partie privée, les habitants auront du mal à s'y opposer du moment que les habitations prévues, soit des mobiles home, respectent le RCU.

Seules les constructions permanentes pour l'exploitation du camping, soit les sanitaires sont autorisées, la buvette et le chalet du gérant.

**M. André Piccand** relève que les constructions peuvent atteindre 7.5 m de haut.

**M. le Syndic** répète que ce gabarit n'est admis que pour les constructions fixes.

**M. André Piccand** en déduit que la commune n'a que peu de chances d'avoir de nouvelles zones dans les 50 prochaines années ?

**M. le Syndic** ne peut pas prédire l'évolution future. Selon le plan directeur cantonal et le plan directeur régional, la tendance est de densifier l'existant. **M. le Syndic** ne peut pas s'engager à titre personnel sur une éventuelle extension sur la zone agricole.

La parole n'étant plus demandée, **M. le Syndic** soumet au vote les membres de la commission d'urbanisme.

Se portent candidats pour siéger à la commission d'urbanisme et d'énergie :

- M. Pierre-Alain Conus, Estavannens
- M. Américo Delgado, Villars-sous-Mont (excusé ce soir)
- M. Benoît Geinoz, Enney
- M. Olivier Pharisa, Conseiller communal
- M. Ludovic Moret, Conseiller communal

**M. le Syndic** demande s'il y a d'autres candidats ? Cela ne semble pas le cas, il demande encore si l'assemblée souhaite voter à bulletins secrets.

Personne ne sollicite le vote à bulletin secret, **M. le Syndic** propose le vote par acclamation.

L'Assemblée applaudit les membres candidats.

#### **4. Commission des naturalisations**

Selon le règlement communal relatif au droit de cité communal, l'article 10 précise que la commission sera composée de 7 membres.

**M. le Syndic** présente les candidats suivants :

- Mme Catherine Décrind, Estavannens
- Mme Ariane Favre, Villars-sous-Mont (excusée ce soir)
- M. Antonio Gumbau, Enney
- Mme Véronique Dey, Conseillère communale
- Mme Mélanie Lanthmann, Conseillère communale
- Mme Anne-Marie Seydoux, Conseillère communale
- M. Eric Barras, Conseiller communal

**M. le Syndic** demande s'il y a d'autres candidats ? Cela ne semble pas le cas, il demande encore si l'Assemblée souhaite voter à bulletins secrets.



Il serait opportun de profiter de ces travaux pour revoir le revêtement des façades de l'extension et de les revêtir en bois, car c'est plus durable.

Le projet est parfaitement réalisable, dans la continuité de l'agrandissement.

**M. le Syndic** remercie pour cette présentation. Il explique la demande de crédit qui se détaille ainsi :

<b>Rubrique comptable 2900.503.00</b>	<b>CHF</b>	<b>438'000.00</b>
Financé par un emprunt bancaire	CHF	438'000.00
Coût annuel des amortissement	CHF	13'140.00
Intérêts financiers annuels 1 %	CHF	4'380.00

Ce crédit est divisé de la façon suivante : CHF 300'000.00 pour l'étude à proprement dite, sont intégrées dans ce montant toutes les études des architectes et des ingénieurs, jusqu'à la phase de mise à l'enquête. Et un montant de CHF 138'000.00 pour la phase des appels d'offres et soumissions, comme mentionné initialement.

Ce montant est conséquent, il en convient. Néanmoins, cela fera partie intégrante du projet et cette étape doit obligatoirement être faite. Elle permettra d'avoir un projet précis avec des coûts établis. Il est trop tôt pour savoir avec exactitude le montant total des travaux, c'est justement l'objet de la démarche, mais cela devrait avoisiner les 4 millions. Il faut savoir qu'une salle de classe à l'heure actuelle coûte au minimum CHF 720'000.00, selon le service des bâtiments. A cela, il faut encore y ajouter les infrastructures qui vont avec.

Actuellement, la commune a encore une dette de 4 millions pour ce bâtiment ; l'investissement avait été d'un peu plus de 6 millions, il y a 10 ans. On aura, dès lors, à terme, à l'horizon fin 2024 une dette d'environ 8 millions pour 10 salles de classes, plus l'AES, soit CHF 800'000.00 par salle de classe. Il compare ce coût avec d'autres projets similaires dans d'autres communes et le projet présenté est dans la fourchette. La subvention cantonale sera d'environ CHF 196'000.00.

**M. le Syndic** passe la parole à **M. Roger Kuster** qui s'exprime ainsi :

*« Des explications nous ont été données par M. Olivier Pharisa et Mme Véronique Dey concernant ce crédit de CHF 438'000.00 pour l'étude de la réalisation de l'agrandissement du site scolaire d'Estavannens. »*

*Etude pour l'agrandissement est de CHF 300'000.00 et un montant de CHF 138'000.00 correspond à la demande de crédit de construction la plus précise possible, soit jusqu'à l'adjudication des travaux.*

Le financement de cet investissement se fera de la manière suivante :

<b>Montant total</b>	<b>CHF</b>	<b>438'000.00</b>
Coût annuel des amortissement	CHF	13'140.00
Intérêts financiers annuels 1 %	CHF	4'380.00

La Commission financière donne un préavis favorable à cette demande de crédit de CHF 438'000.00 et recommande à l'Assemblée de l'approuver. »

**M. le Syndic** ouvre la discussion.

**M. Alexandre Ecoffey** s'étonne que l'avant-projet coûte si cher. Le montant de CHF 438'000.00 comprend environ 1 personne à plein temps durant 1 an. Il estime le prix élevé pour établir des plans.

**M. le Syndic** explique que c'est un pourcentage du coût total du projet.

**M. Alexandre Ecoffey** trouve malgré tout élevé pour faire des plans, travail qui peut être réalisé, selon lui, en 1 ou 2 mois.

**M. Mehmet Hikmel** justifie les honoraires par un calcul qui est fait par estimation du coût total du bâtiment. C'est effectivement un pourcentage en application de la norme SIA.

Il précise que le bureau travaille à CHF 130.00/h.

**M. le Syndic** complète en indiquant que les honoraires des ingénieurs et leurs études sont inclus.

**M. Alexandre Ecoffey** est d'avis que c'est très cher pour une étude. Une fois que les plans sont faits, il n'y a plus que la surveillance des travaux.

**M. Mehmet Hikmel** répond que ce crédit ne comprend que l'étude. La surveillance des travaux est un mandat à part.

**M. Jean-François Grangier** souhaite savoir ce que dit le plan d'aménagement local pour cette zone.

**M. le Syndic** lui répond que la surface est en zone d'intérêt général. Elle permet une telle extension.

**M. Jean-François Grangier** soulève la question de construire une halle de sport qui serait bienvenue avec 10 classes sur un seul site. Cela éviterait de déplacer les enfants.

**M. le Syndic** explique que cela n'est pas possible à Estavannens. Il n'y a pas assez de surface pour un tel bâtiment et les coûts ne seraient plus les mêmes, ils seraient très élevés.



Le cercle scolaire dispose de possibilités d'occuper la halle à Neirivue, à Grandvillard, et au CO de la Gruyère, et à futur au centre sportif à La Tour de Trême.

Aujourd'hui, nous faisons déjà face à des coûts de transports des élèves vers ces sites. Cela reste inférieur au financement et à l'exploitation d'une halle de gymnastique propre.

**M. Jean-François Grangier** est d'avis que cela serait plus intéressant et plus pratique d'avoir une halle de gymnastique sur le site. Il trouve dommage que le site ne soit pas complet et constate qu'il n'y a pas d'étude en ce sens.

**M. le Syndic** précise que nous n'avons pas, en l'état, de zone dévolue à cela dans la commune.

**M. Jean-François Grangier** souhaite connaître le coût des transports des enfants par classe pour les leçons de gymnastique.

**Mme Anne-Marie Seydoux** indique que la commune de Haut-Intyamou compte une location de CHF 15.00/heure. Au CO de La Tour, cela coûte CHF 200.00/heure, auxquels viennent s'ajouter les coûts des transports.

**M. Jean-François Grangier** fait rapidement le calcul et arrive à CHF 2'000.00 par semaine pour 10 classes, sans les transports.

**M. le Syndic** complète en indiquant que les transports scolaires coûtent, pour le total, CHF 200'000.00 par an au cercle scolaire.

**Mme Barbara Fetz** se fait du souci pour les finances communales. L'enseignement représente environ 2/3 du budget total communal.

Les 4 nouvelles classes à Estavannens vont coûter en transport. Nous faisons déplacer les enfants vers l'AES. Etant donné que Haut-Intyamou sollicite la fusion des cercles, pourquoi ne pas construire 3 classes à Neirivue, et mettre les enfants dans le train afin de pérenniser la ligne TPF.

**M. le Syndic** explique que le projet de Neirivue compte normalement 8 classes, avec une extension possible pour 3 classes. Pour le cercle Bas-Intyamou/Grandvillard, nous avons déjà besoin de 3 classes, voire 4, alors que la pression démographique se fait sentir à Haut-Intyamou. Les effectifs sont très serrés et ils se décident en mai. Actuellement, nous sommes à quelques élèves en deçà pour 4 classes. Si Bas-Intyamou ne peut pas offrir des locaux supplémentaires, la DICS est en droit d'imposer la construction. Le site de Villars-sous-Mont rend bien service, mais il est provisoire. Au départ, la DICS n'était pas favorable car la surface des locaux est insuffisante.

Le schéma des transports est étudié avec soin chaque année en fonction de la localisation des enfants et il évolue chaque année.

A ce jour, le plus grand nombre d'enfants est à Estavannens.

**M. Marcel Blanc** souhaite connaître le prix du pavillon qui a été installé à Estavannens.

**M. le Syndic** répond que ce pavillon a coûté CHF 60'000.00.



Renforcer l'offre des transports publics – planifier la construction d'abribus en tenant compte de la loi sur les personnes à mobilité réduite

- **Développer des projets de proximité, respectueux de notre patrimoine et de l'environnement :**

Aménager des places villageoises pour les seniors, les familles, les enfants

Embellissement de nos villages pour les rendre accueillants

Poursuite des travaux de maintien du patrimoine alpestre – développer des projets pour favoriser le travail agricole dans nos montagnes

Améliorer les sentiers pédestres et VTT dans la région

Soutenir les sociétés locales, l'enfance, la jeunesse et les seniors – coordonner un calendrier culturel et sportif – soutenir des projets culturels pour animer la vie associative et villageoise

- **Gestion des affaires communales :**

Gestion transparente des affaires communales

Être à l'écoute des citoyens

Gérer rigoureusement les finances communales

Il passe ainsi la parole aux citoyens.

**M. Alexandre Geinoz** demande quelles sont les projections au niveau de la fiscalité.

**M. le Syndic** répond que les finances sont stabilisées depuis quelques années, le taux d'impôt également. Le Grand Conseil a baissé de 2 points le taux cantonal, mais pour l'instant il n'est pas prévu de modifier le taux communal.

La parole n'étant plus demandée, M. le Syndic clôt cette assemblée à 21.25 h. Il invite chacun à partager un verre de l'amitié à l'Auberge de la Couronne à Enney.

**La Secrétaire :**

**E. Dupont**

**Le Syndic :**

**O. Pharisa**